

Convention pluriannuelle d'objectifs 2016-2017-2018

entre

Le ministère de la Culture et de la Communication, désigné sous le terme de « l'administration », représenté par Christopher MILES, Secrétaire général du ministère, d'une part

et

Cultures du Cœur

association agréée Jeunesse et Éducation populaire

association régie par la loi du 1er Juillet 1901

Siège social: 72, avenue Denfert-Rochereau – 75 014 Paris

N° SIRET : 421 644 022 00038

Représentée par Pierre SANTINI, son Président

et désignée sous le terme "l'association", d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Au-delà des politiques de droit commun qu'ils mènent et qui participent du pacte républicain, le ministère de la Culture et de la Communication et les associations nationales de solidarité souhaitent amplifier leur action dans certains domaines d'intervention qui favoriseront encore davantage l'exercice de la citoyenneté et le vivre ensemble. Porteurs de valeurs essentielles à la démocratie, comme la liberté de création et la liberté d'expression, fervents défenseurs de la diversité culturelle, ils jouent également un rôle de passeur de ces valeurs, notamment auprès des jeunes générations.

En ce qui concerne le ministère de la Culture et de la Communication :

Le ministère de la Culture et de la Communication engage des politiques en matière de démocratie et de démocratisation culturelles. Il favorise l'accès du plus grand nombre aux œuvres et aux pratiques artistiques et culturelles, et reconnaît la pluralité des expressions artistiques portées par toutes les composantes des populations qui vivent sur notre territoire. Il conduit une politique publique de cohésion culturelle et nationale.

Il considère en effet comme prioritaire le droit culturel institué par *La Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948. Il encourage ainsi particulièrement les actions qui contribuent à la défense de ce droit et au respect de la diversité culturelle.

En ce qui concerne les associations nationales de solidarité :

Les associations nationales de solidarité, en convention pluriannuelle avec le ministère de la Culture et de la Communication, concourent à la constante transformation de la société et contribuent à l'avènement d'une société plus juste et solidaire, fondée sur la confrontation des points de vue et l'évolution des rapports humains à partir des représentations et des opinions de chacun. Les valeurs fondamentales qu'elles défendent, et qui fondent leur action, sont la citoyenneté, l'émancipation, la coopération, la solidarité, la justice.

Elles ont identifié les problèmes de société émergents et su développer et expérimenter des méthodes et des modes d'action pour y répondre et créer les conditions permettant à chacun de jouir de ses droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

À ce titre, les associations nationales de solidarité contribuent aux politiques culturelles :

- ⑩ en développant la pratique artistique et culturelle, le partage des cultures et le recueil des mémoires afin de renforcer les identités personnelles et collectives et d'œuvrer pour la citoyenneté ;
- ⑩ en soutenant les artistes et la création par des résidences, des ateliers, et diffusant leurs œuvres à un large public.

Par leurs ancrages territoriaux, la diversité de leurs interventions, l'étendue des populations concernées, les associations nationales de solidarité, présentes sur l'ensemble du territoire, constituent des maillons essentiels du développement culturel.

Aussi, la présente convention souhaite réaffirmer la continuité du partenariat entre le ministère de la Culture et de la Communication et ces associations, et les engagements partagés en faveur de la cohésion sociale et de la reconnaissance de la diversité de notre pays dans le cadre de la lutte contre l'exclusion.

Conformément à la feuille de route fixée par le Premier ministre lors du Comité interministériel pour l'égalité et la citoyenneté (CIEC) du 6 mars 2015, les associations sont encouragées à œuvrer dans les quatre domaines d'intervention précisés à l'article suivant.

Article 1

Les domaines d'intervention prioritaires

Afin de répondre à ces missions, les associations s'engagent à porter leurs actions suivant quatre domaines d'intervention couvrant 13 objectifs prioritaires :

1-La transmission des savoirs par l'accès à la pratique artistique et culturelle

- ⑩ *Le développement culturel*
- ⑩ *L'éducation artistique et culturelle*
- ⑩ *La formation des acteurs culturels*
- ⑩ *Le développement, l'accompagnement et la qualification des pratiques artistiques des amateurs*

2- L'expression et l'apprentissage du sens critique

- ⑩ *L'action culturelle au service de la maîtrise de la langue française*
- ⑩ *Le numérique comme levier de découverte et création culturelles*

⑩ *L'éducation aux médias et à l'information*

3- La responsabilité citoyenne

⑩ *L'exercice de la citoyenneté*

⑩ *La défense et la reconnaissance des apports culturels des minorités*

⑩ *L'engagement, le bénévolat et le service civique*

4- Le développement territorial

· *Le maillage du territoire*

⑩ *La prise en compte des territoires prioritaires et des populations en situation spécifiques*

⑩ *La dimension européenne et internationale*

1- La transmission des savoirs par l'accès à la pratique artistique et culturelle

La culture ne se réduit pas à sa dimension artistique mais englobe tout ce qui permet, individuellement ou collectivement, d'appréhender le monde et les rapports sociaux, pour se construire et agir. L'accès à l'art et à la culture contribue à la formation du citoyen et constitue un garant pour la démocratie, comme énoncé dans la loi d'orientation de 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

⑩ 1/1 Le développement culturel

L'une des missions culturelles des associations nationales de solidarité est de rendre accessibles au plus grand nombre le patrimoine architectural et artistique ainsi que les œuvres de création contemporaine. La solidarité conduit ainsi une politique destinée à mettre la culture au cœur de la vie des populations et agit dans le cadre de l'obligation de l'État d'assurer à chacun l'exercice de son droit à la culture. Le développement culturel prend en compte toutes les disciplines artistiques et culturelles.

⑩ 1/2 L'éducation artistique et culturelle

Les associations nationales de solidarité s'engagent, en cohérence avec les différentes offres d'éducation artistique et culturelle existantes, à prendre en compte les différents temps de l'enfant, du jeune et de leurs familles : temps scolaire, périscolaire et extrascolaire et assurer leur rôle de passerelle entre ces différents temps de la vie. Elles participent activement à soutenir un continuum tout au long de la scolarité, de la maternelle à l'université.

⑩ 1/3 La formation des acteurs culturels

La formation des différents types d'intervenants aux enjeux culturels est une condition préalable à un développement culturel abouti. La sensibilisation, la formation et la professionnalisation des acteurs des champs sociaux et culturels doivent permettre d'intensifier les compétences des relais en matière de médiation culturelle, d'accompagnement des pratiques artistiques des amateurs et de diffusion. Elle permet d'offrir et de partager les outils nécessaires à la construction de projets culturels cohérents, attentifs aux qualités et cadres de vie spécifiques des personnes auxquelles ils s'adressent.

⑩ 1/4 Le développement, l'accompagnement et la qualification des pratiques artistiques des amateurs

Les acteurs de la solidarité souhaitent agir sur les modes d'intervention culturelle dans les territoires et apporter une attention renforcée à la création artistique, qu'elle émane des professionnels ou des amateurs. Ils renforcent la formation des professionnels qui accompagnent la création artistique des amateurs.

Ils rénovent, développent et génèrent de nouveaux types de rencontres entre pratiques amateur et professionnelle : en s'appropriant les pratiques innovantes, en encourageant la rencontre amateurs / artistes, en imaginant et concevant des outils nouveaux de la médiation dans tous les registres de l'expression et de la création. Ce développement passe aussi par le conseil et l'accompagnement

formation des tuteurs, formations civiques et citoyennes à destination des jeunes, prise en charge de l'agrément de l'accueil des volontaires.

4- Le développement territorial

⑩ 4/1 Le maillage du territoire

Les associations nationales de solidarité s'engagent à valoriser la diversité, notamment celle des ressources culturelles des territoires et à favoriser la reconnaissance de toutes les cultures et de leurs acteurs. Dans le même temps, elles participent, en partenariat et en complémentarité, à la diffusion des œuvres de création contemporaine avec les structures artistiques du territoire dans le cadre des circuits de création et de diffusion. Elles permettent de mieux conduire des stratégies participatives. Les opérations et dispositifs nationaux mis en place dans les domaines des médias, du patrimoine et de la création peuvent être des leviers déclinés sur le territoire de ce domaine d'intervention. La participation à la valorisation de l'attractivité culturelle des territoires sera également encouragée.

⑩ 4/2 La prise en compte des territoires prioritaires et des populations en situation spécifique

Une attention particulière sera portée aux actions conduites en direction des publics les plus éloignés de la culture pour des raisons géographiques, sociales ou économiques. Les zones isolées ou fragilisées nécessitent des actions volontaires. On favorisera ainsi les interventions en faveur des habitants des territoires prioritaires (quartiers de la politique de la ville ou milieu rural) et des personnes en situation spécifique (placées sous-main de justice ou sous protection judiciaire, en situation de handicap ou hospitalisées, etc.). Les conventions interministérielles mises en place pourront servir de cadres à ces interventions.

· 4/3 La dimension européenne et internationale

La dimension d'éducation à l'interculturel, la dimension de solidarité internationale dans les domaines de la culture et de l'éducation ; et celle de développement des formes de citoyenneté européennes, voire mondiale sont trois grandes orientations sur lesquelles les associations nationales de solidarité peuvent s'appuyer, pour développer avec de nombreux partenaires, des échanges, des rencontres, des projets croisés.

En conclusion

Pour ce faire, les associations nationales de solidarité s'engagent à animer et qualifier leurs réseaux. Les têtes de réseaux s'appuient sur leurs structures de proximité afin de développer une politique culturelle territoriale qui réponde à l'ensemble des objectifs fixés ci-dessus.

En parallèle, elles assurent la valorisation et la synthèse des actions conduites, notamment en termes de pratiques innovantes et d'identification des publics touchés.

Ainsi, par le renforcement des réseaux et des têtes de réseaux dans leur rôle d'animation et de coordination, le maillage des territoires sera amplifié.

D'autre part le MCC mobilise ses directions des affaires culturelles dans l'application de cette convention au niveau des territoires.

Article 2

Les objectifs spécifiques à Cultures du Cœur

1- Le développement et l'appui territorial

Cultures du Cœur assure l'appui, le développement et la formation de son réseau territorial. Cultures du Cœur repère les bonnes pratiques, les modélise et en assure la diffusion. Elle porte des projets en direct dans une logique d'expérimentation, pour tester de nouvelles approches, de nouvelles logiques partenariales, enrichir le référentiel d'actions.

La mise en œuvre de son nouveau portail, depuis janvier 2016, constitue un outil d'accompagnement territorial.

Dans ce cadre, Cultures du Cœur s'engage à accompagner ses structures territoriales et agir pour :

- animer des comités techniques inter-réseau ;
- former et sensibiliser les salariés du réseau, les élus et les jeunes en service civique ;
- transmettre et harmoniser les outils d'accompagnement à la professionnalisation des équipes ;
- initier le réseau à l'utilisation du nouveau portail solidaire Cultures du Cœur.

2- La formation

Depuis avril 2004, Cultures du Cœur met en place, d'une part, des actions de formation à la médiation culturelle en direction de ses relais sociaux et, d'autre part, des actions de formation à l'accueil des publics issus du champ social en direction de ses partenaires culturels. L'association intervient également sur des formations spécifiques en direction des grands réseaux associatifs et des villes autour de l'accompagnement des publics et de la conception de projets culturels.

Dans ce cadre, Cultures du Cœur s'engage à accompagner et sensibiliser les acteurs sociaux et culturels à la médiation culturelle comme levier d'insertion en développant :

- la formation à la médiation culturelle à l'attention des professionnels du champ social ;
- la formation des acteurs culturels nationaux à l'accueil des publics en situation de précarité sociale et/ou économique ;
- la formation spécifique sur-mesure à l'attention des grands réseaux partenaires du MCC.

3- La recherche et le développement

Dans son rôle de représentation nationale, Cultures du Cœur souhaite être un acteur à part entière en matière de transformation sociale et culturelle avec la volonté de porter un projet de société cohérent.

Dans ce cadre, Cultures du Cœur s'engage à valoriser les bonnes pratiques de terrain et mutualiser les apports communs de l'ensemble des acteurs et à concourir à la légitimité des actions de médiation culturelle dans le champ social par la mise en œuvre :

- ⑩ un colloque annuel autour de notre champ d'expertise ;

- ⑩ un prix du Jury annuel récompensant la meilleure initiative de médiation culturelle dans le champ social et d'inclusion des publics ;
- ⑩ des conventions annuelles avec les opérateurs du MCC (Emmaüs, FNARS, Armée du Salut, Coallia ...);
- ⑩ la préfiguration d'un observatoire de la médiation culturelle dans le champ social.

Article 3

Les relations entre le ministère de la Culture et de la Communication et les associations nationales de solidarité

1- Avec l'administration centrale

Le Secrétariat général du ministère et l'ensemble des directions sont impliqués dans le cadre de leur champ de compétence dans la mise en œuvre de cette convention : direction générale des patrimoines (DGPAT), direction générale de la création artistique (DGCA), direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC), délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) ainsi que le CNC. Leurs services en charge des « publics », en sont les interlocuteurs privilégiés. La mise en œuvre est coordonnée par le Secrétariat général qui veille à la bonne articulation de ses missions transversales avec celles des directions métiers ainsi qu'à la cohérence des évaluations et bilans.

Le Secrétariat général portera prioritairement attention aux actions pérennes de la structure relevant de l'animation, la formation, la qualification et la valorisation des réseaux ainsi qu'à ses actions expérimentales, actions mutualisées du réseau ou actions d'envergure nationale.

Les directions et délégation générales accompagnent et soutiennent de façon complémentaire les programmes ou thématiques qui leur sont spécifiques.

Le MCC incite les associations nationales de solidarité à travailler entre elles sur certains dossiers communs et à mutualiser leurs compétences et leurs actions avec les fédérations d'éducation populaire porteuses des valeurs de la solidarité et les fédérations culturelles professionnelles ou de pratiques en amateurs ayant déjà conclu un partenariat avec lui.

Le Secrétariat général favorise le partenariat entre les fédérations et les directions centrales et régionales du ministère de la Culture et de la Communication, ainsi que les établissements publics (notamment ceux mobilisés dans le cadre de la mission « Vivre Ensemble »).

Les conditions du partenariat avec l'association, notamment financières et de programme annuel d'actions, feront l'objet d'un avenant annuel à la présente convention (période 2016-2018).

2- Déclinaison en région et rôle des directions régionales des affaires culturelles

Le SG s'engage à favoriser les relations entre les associations nationales de solidarité et les Directions régionales des affaires culturelles : au niveau local, les DRAC sont les premiers interlocuteurs des



associations nationales de solidarité présentes sur leur territoire. Elles seront sensibilisées à la signature de la présente convention.

Les directeurs régionaux des affaires culturelles seront incités par le Secrétaire général à informer et encourager la déclinaison en région de la présente convention.

Ainsi, les DRAC seront sensibilisées à :

- *intégrer les associations nationales de solidarité comme acteur de l'éducation artistique et culturelle et du développement culturel des territoires, notamment dans le cadre des politiques interministérielles ;*
- *faciliter les liens entre les associations nationales de solidarité et les institutions culturelles ;*
- *accompagner les associations dans la réalisation des objectifs.*

Article 4

Postes Fonjep-Culture

En outre, chaque association nationale de solidarité signataire peut bénéficier de postes Fonjep-Culture pour mettre en œuvre le programme d'actions soutenu par la présente convention en application de l'article 19 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 modifiée.

Dans ce cadre, l'administration contribue financièrement à des activités de tête de réseau, de coordination ou d'animations à vocation nationales.

Ces responsables de réseaux en sont les bénéficiaires prioritaires. L'attribution des postes Fonjep est définie annuellement.

La subvention versée à l'association par l'intermédiaire du Fonjep est une participation au financement de l'emploi d'une personne ; l'association s'engage à assurer le cofinancement du complément du salaire avec, le cas échéant, la participation d'un tiers.

Cette subvention, si elle est destinée à soutenir un emploi qualifié, ne constitue pas une aide à l'individu mais bien une aide à la structure, et l'association s'engage à ce que le titulaire du poste ne bénéficie pas, en parallèle d'un dispositif d'emploi aidé » de l'État.

Conformément à la convention liant l'État et le Fonjep, l'administration confie au Fonjep le soin de procéder aux versements, pour son compte, des subventions destinées au financement de la rémunération de personnels des associations qu'elle désigne.

Cette subvention est attribuée pour une durée de un an sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances. Sans autre avertissement trois mois avant la fin de l'année civile, le poste Fonjep est reconduit.

Le Fonjep s'engage, dès la décision signifiée, à assurer cette gestion dans les meilleures conditions. Il verse, notamment, en début de chaque trimestre, la participation financière des « postes-Fonjep » aux associations désignées par celle-ci. Il contrôle l'utilisation effective des subventions pour le paiement du salarié.

Le Fonjep assure le suivi de l'occupation effective de l'(ou des) emploi(s) destiné(s) à la mise en œuvre du projet associatif subventionné : tout changement de situation (départ, formation, congé, maladie..) entraîne des modifications sur le montant des subventions versées. Il demande, le cas échéant, aux associations, le reversement des sommes non utilisées et en informe l'administration. Il répond à toute demande de l'administration, notamment l'établissement d'état des versements des subventions et doit assurer leur suivi comptable dans un compte tiers.

Pendant, et au terme de la convention, un contrôle sur place des postes Fonjep attribués à l'association peut être réalisé par l'administration. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 5 **Communication**

Le ministère de la Culture et de la Communication contribuera à la valorisation des principaux objectifs et actions conduits par les associations à travers ses propres instruments de communication :

- site internet *Culture Communication* : www.culturecommunication.gouv.fr : rubrique *politiques ministérielles / développement culturel*
- site internet *Culture.fr* : www.culture.fr
- revue numérique : *Complément d'objet*
- Site intranet : revue hebdomadaire *Séquence*

Le Secrétariat général encouragera les DRAC à accorder une place privilégiée dans leurs sites internet aux actions conduites localement par les associations nationales de solidarité.

En contrepartie, les associations nationales de solidarité s'engagent à souligner et rendre lisibles, dans leurs médias, et en particulier, sur leurs sites internet, les actions soutenues par le ministère de la Culture et de la Communication.

Article 6 **Durée de la convention, modalité de suivi annuel et engagements**

La présente convention pluriannuelle d'objectifs est conclue pour une durée de trois ans à compter de l'année 2016.

Sous réserve de l'obtention des crédits votés en loi de finances, l'administration notifie chaque année par avenant, le montant de la subvention après présentation par l'association de son programme d'activités de l'exercice écoulé ainsi que son projet d'actions et de budget pour l'année à subventionner. Cet avenant annuel détermine le montant des participations financières du Secrétariat général et celles des Directions et délégation générales concernées, précise le programme d'actions annuel ainsi que le budget mis en œuvre par l'association pour le réaliser et les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour l'évaluer.

Les Directions régionales des affaires culturelles pourront, quant à elles, être sollicitées financièrement selon les procédures de droit commun pour des actions relevant du niveau régional.

Les contributions financières annuelles ne seront applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- ⑩ L'inscription des crédits des subventions annuelles en loi de finances ;
- Le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 2 et 9 de la présente convention et des termes des avenants annuels ;

- ⑩ Le contrôle par l'administration en fin de chaque exercice que le montant annuel de la contribution n'atteigne pas le coût annuel de l'action ou des actions subventionnées.

En cas de difficultés dans l'exécution de la présente convention, l'association en informe également l'administration.

Article 7

Évaluation

L'évaluation quantitative et qualitative des actions auxquelles l'administration a apporté son soutien, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre l'administration et l'association.

Les actions proposées par l'association doivent obligatoirement s'inscrire dans la grille relative aux quatre domaines d'intervention et aux quatorze objectifs correspondants.

L'association définit annuellement avec le Secrétariat général et, le cas échéant, les directions et délégations générales, des indicateurs quantitatifs et qualitatifs par action.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article 2, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

A la fin de la dernière année couverte par la convention, l'administration et l'association procèdent à une évaluation commune visant à apprécier le degré de réalisation des objectifs et actions et des résultats obtenus.

En ce qui concerne les postes-Fonjep, une évaluation annuelle sera assurée conjointement par l'administration et l'association concernée.

Dans l'éventualité d'un soutien apporté conjointement par le Secrétariat général et une ou plusieurs directions et délégation générales, l'évaluation annuelle sera conjointe.

Article 8

Obligations des parties et Justificatifs

L'administration s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finance, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser des actions répondant aux objectifs définis aux articles 1 et 2 de la présente convention et de ses avenants, et à le justifier par la fourniture des pièces suivantes dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (CERFA 15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du(es) projet(s) comprenant les éléments mentionnés aux annexes définissant les modalités d'évaluation et indicateurs (convention et avenants annuels) et définis d'un commun accord entre l'Administration et l'Association. Le cas échéant, il fera clairement apparaître le bilan qualitatif, quantitatif et financier des actions soutenues par les différentes directions et délégation générales. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- ⑩ Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et L612-5 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 € ;
- ⑩ Le rapport annuel d'activité.

Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, l'association s'engage sans délai auprès de l'administration :

- ⑩ soit à lui communiquer la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- ⑩ soit à l'informer de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations (RNA).

Dans les deux cas, elle fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'association en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9

Contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif et des actions subventionnées mentionnées dans l'avenant annuel, notamment par l'accès, éventuellement sur place, à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois un bilan couvrant la période d'exécution. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration, en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 10

Résiliation de la convention

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de la convention par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances ou autres versements dans le cadre des avenants annuels, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées .

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 11
Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation des contrôles prévus dans la convention et au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévue aux articles 7 et 8.

Fait à Paris, le 29 Juin 2016

Pour le ministère de la Culture
et de la Communication

Le Secrétaire général

Christopher MILES

Pour Cultures du Cœur

Le Président

Pierre SANTINI

